



UNSA-Infos - Numéro 525 - 27 août 2010

<http://www.unsa.org/>

Politique de rigueur, retraites : la rentrée de tous les dangers !

Il n'est pas habituel que l'UNSA fasse des prévisions pour la rentrée sociale.

Nous l'avons souvent dit et répété, prévoir la météo sociale dans un pays comme la France est un art difficile et risqué.

Mais il apparaît pourtant, que cette rentrée 2010, pourrait être celle de tous les dangers, pour les salariés, les retraités et ... le gouvernement.

Cela fait deux ans maintenant, qu'à la suite de la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, éclatait la plus grave crise financière que le monde ait connue depuis les années 1930.

Cette crise financière, due à un capitalisme financier dévoyé, a entraîné une crise économique et sociale d'une ampleur terrifiante. Les victimes : les salariés, les retraités et les jeunes qui ont de plus en plus de mal à trouver du travail.

En juillet l'OCDE estimait qu'il faudrait créer 17 millions d'emplois dans les pays industrialisés pour y retrouver le niveau de chômage d'avant la crise. Nous en sommes très loin. L'emploi précaire a explosé. C'est ainsi que près de 80 millions de personnes sont en sous emploi dans les pays de l'OCDE.

En France malgré un frémissement de la croissance, sur un an, ce sont 30.000 emplois qui ont disparu.

Le plan de redressement des finances publiques pour la période 2011-2013, qui prévoit 100 milliards d'euros d'économie, va avoir pour effet, entre autre, une forte diminution des dépenses sociales. C'est ainsi qu'est programmée une diminution du nombre des emplois aidés, dont le nombre va passer de 400.000 à 340.000 l'an prochain.

Dans le même temps la baisse de l'emploi public continue. Dans des secteurs comme l'éducation et la police le gouvernement tape désormais dans le bois dur et ce sont les missions essentielles de ces services publics qui sont remises en cause.

Et cela même, alors que le virage sécuritaire de cet été s'est employé à nier une évidence : le renforcement de la sécurité passe par davantage de policiers sur le terrain et non l'inverse.

Alors que la consommation intérieure est le seul moteur qui tire la croissance française, le pouvoir d'achat stagne dans le secteur privé et va baisser fortement dans la fonction publique suite au gel annoncé des salaires des fonctionnaires.

Pour l'UNSA il est à craindre que cet assainissement budgétaire à marche forcée ne casse la faible croissance que nous connaissons et se traduise par une augmentation du chômage.

Comme les médecins de Molière, le gouvernement à force de purger le malade va finir par le tuer !

Cette politique de rigueur n'est pas propre à la France. Elle est appliquée par de nombreux pays européens et risque de ce fait d'amplifier les effets dépressifs.

.../...

C'est la raison pour laquelle tous les syndicats européens qui contestent une telle politique ont décidé d'organiser, sous l'égide de la CES, une grande journée de mobilisation à Bruxelles le 29 septembre prochain. L'UNSA bien sûr en sera et fait de cette journée une date importante de la rentrée sociale. Pour notre pays sur ce fond de tableau, plus que sombre, s'ajoute la réforme des retraites, que l'UNSA conteste, parce qu'injuste.

L'intersyndicale, qui s'est réunie le 23 août, veut imposer ses revendications. Toutes les organisations syndicales, hormis FO, sont signataires du texte.

A n'en pas douter, la journée du 7 septembre sera suivie d'autres actions. Mais ce 7 septembre nous dira le degré de mobilisation des salariés et des retraités.

Il est à parier que, contrairement aux souhaits de certains, la période estivale n'aura pas entamé leur détermination. En ce qui nous concerne, malgré une date de mobilisation difficile, nous ne devons pas rater ce rendez-vous qui sera déterminant pour la suite. Nous devons égaler, sinon dépasser, la journée du 24 juin.

Plus que jamais cette rentrée doit être placée sous le signe de la combativité. Au-delà du sujet des retraites il importe que le syndicalisme puisse peser sur les choix qui engagent la politique économique et sociale de notre pays pour les mois qui viennent.

Alain Olive, secrétaire général de l'UNSA.

Pour une autre réforme, réussir le 7 septembre

La date est très proche ! - C'est l'ouverture du débat parlementaire. La force de notre mobilisation sera une adresse au gouvernement et aux parlementaires pour qu'ils acceptent les demandes de l'intersyndicale. Toute l'UNSA est mobilisée. Tous dans la rue le 7 septembre ! Retrouvez le tract UNSA : <http://www.unsa.org/?-Boite-a-outils-.html>

[Communiqué CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA](#)

Retraites : rien n'est joué !

Le 7 septembre, imposons nos revendications !

Après les fortes mobilisations du premier semestre, et notamment le 24 juin dernier, les multiples initiatives qui ont ponctué l'été, montrent la détermination des salariés à faire entendre leurs revendications et leurs propositions concernant le projet de réforme des retraites dont le contenu est injuste et inacceptable.

La période estivale a été marquée par la persistance de la crise économique et sociale - la situation du chômage s'aggravant encore notamment pour les jeunes - et par l'annonce de mesures de rigueur supportées essentiellement par l'ensemble des salariés. Le gouvernement poursuit une politique inadaptée en terme d'emplois et de pouvoir d'achat qui accroît les inégalités.

Au moment où le projet de réforme des retraites va être examiné par le parlement, les organisations syndicales rappellent leur ferme opposition à celui-ci. Cette réforme ne répond pas aux enjeux actuels. Les questions d'emploi notamment pour les jeunes et les seniors, celles des inégalités hommes-femmes, de la pénibilité, d'un financement durable appuyé sur une autre répartition des richesses produites, non seulement ne sont pas traitées, mais font porter à plus de 85% les efforts sur les salariés.

La remise en cause des 60 ans avec le report à 62 et 67 ans des âges légaux va fortement pénaliser les salariés et notamment ceux ayant commencé à travailler jeunes, ceux ayant des carrières chaotiques et incomplètes, en particulier les femmes.

Les organisations syndicales considèrent aujourd'hui que rien n'est joué et appellent tous les salariés du privé et du public, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraités à poursuivre la construction d'une mobilisation de grande ampleur et à faire du 7 septembre prochain une journée massive de grèves et de manifestations.

Le gouvernement et les parlementaires doivent entendre la mobilisation des salariés et répondre à leurs revendications pour d'autres choix en matière de retraites, d'emploi et de pouvoir d'achat. Les organisations syndicales se réuniront dès le 8 septembre pour analyser la situation et décider des suites unitaires à donner rapidement à la mobilisation.

Le 23 août 2010

Chômage : une embellie en trompe l'œil

Communiqué de l'UNSA en date du 26 août 2010

Le nombre de chômeurs de catégorie A baisse de 0,5% sur un mois et le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie B et C augmente de 1,6% sur ce même mois. Dans ces conditions parler de baisse du chômage nous paraît un non sens.

En regardant ces chiffres de plus près, le chômage des plus de 50 ans toutes catégories augmente de plus de 16% sur un an et la baisse du chômage des jeunes de moins de 25 ans ne concerne que la catégorie A. Le chômage des jeunes exerçant des activités réduites et donc des petits boulots est en augmentation de plus de 11% sur un an.

Les inscriptions à Pôle Emploi diminuent sauf pour les licenciements économiques mais parallèlement les entrées en stage et les radiations administratives augmentent.

Enfin le chômage de longue durée continue sa progression, la durée moyenne d'inscription augmente de près d'un mois en un an. Elle est de plus d'un mois pour les plus de 50 ans.

En raison des congés, juillet et août sont des mois un peu particulier et il nous paraît prématuré de tirer des conclusions en termes d'emploi.

Même si des signes encourageants peuvent laisser espérer une embellie, comme l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires et de l'intérim ou l'augmentation des offres d'emploi pour les cadres, seule une véritable reprise économique pourra permettre de résorber le chômage

(Catégorie **A** : demandeurs d'emploi sans emploi ; Catégorie **B, C** : demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite de plus ou moins 78 heures dans le mois.)

Manifestation du 4 septembre pour une République libre, égale et fraternelle

L'UNSA a signé l'Appel citoyen « Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité » (<http://nonalapolitiquedupilori.org>). En effet, l'UNSA est profondément attachée au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans notre pays. Elle rappelle que la France est une république indivisible, laïque, démocratique et sociale. Sa Constitution assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. C'est la raison pour laquelle, l'UNSA condamne les déclarations des plus hautes autorités de l'État de caractère discriminatoire à l'égard des gens du voyage, des Roms, des « Français d'origine étrangère », des mineurs délinquants et de leurs parents. En cette période de grave crise économique et sociale, il est extrêmement dangereux de désigner des boucs émissaires et d'encourager les préjugés qui conduisent inexorablement à la xénophobie et au racisme. L'inflation législative relative à l'immigration, l'intégration et la nationalité à grands renforts de publicité atteste de son inefficacité et de son instrumentalisation. La lutte contre la délinquance et l'insécurité est une nécessité qui exige d'être conduite dans le respect d'un État de droit en renonçant à tout amalgame, toute stigmatisation et toute démagogie.

L'UNSA appelle à manifester, avec des dizaines d'organisations démocratiques, le samedi 4 septembre 2010 dans toute la France et notamment à Paris, place de la République à 14h afin de fêter le 140ème anniversaire d'une République que nous voulons plus que jamais libre, égale et fraternelle.

Il faut empêcher la lapidation de Sakineh

L'UNSA est signataire de l'Appel international exigeant des autorités iraniennes qu'elles renoncent à toute forme d'exécution de Sakineh, sa remise en liberté sans délai et la reconnaissance de son innocence.

En effet, Sakineh Mohammadi Ashtiani est condamnée à mort par lapidation en Iran. Le régime dictatorial iranien a recouru aux pires procédés pour arracher les aveux de cette jeune femme. Son exécution serait imminente.

L'UNSA partage l'indignation provoquée par les méthodes du régime iranien et par le recours à des condamnations d'un autre âge.

Des centaines de femmes sont, chaque année, condamnées au fouet, à la lapidation ou à d'autres peines toutes aussi barbares. Il est urgent, au-delà même du cas de Sakineh, que l'ONU rappelle au régime des Mollahs les promesses faites, en 2002 et en 2008, quant à l'abolition de ce type de châtiments.

L'UNSA appelle ses adhérents et l'ensemble des salariés à signer massivement l'appel contre la lapidation de Sakineh.

Pour signer cet appel : azadiha@mailfr.com